Les sources de l'incompréhension : production et circulation des savoirs sur la Lord's Resistance Army

Sandrine Perrot

▶ **To cite this version:**

Sandrine Perrot. Les sources de l'incompréhension : production et circulation des savoirs sur la Lord's Resistance Army. Politique africaine, 2008, 4 (112), pp.140-159. 10.3917/polaf.112.0140 . hal-03459878

HAL Id: hal-03459878

https://sciencespo.hal.science/hal-03459878

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SANDRINE PERROT

LES SOURCES DE L'INCOMPRÉHENSION

PRODUCTION ET CIRCULATION DES SAVOIRS SUR LA LORD'S RESISTANCE ARMY

LA LORD'S RESISTANCE ARMY (LRA) RÉSISTE DEPUIS PLUS DE VINGT ANS AUX FORCES GOUVERNEMENTALES OUGANDAISES ET AUX TENTATIVES DE DÉCRYPTAGE DES ANALYSTES. CET ARTICLE EXAMINE LES CONDITIONS DE PRODUCTION DU SAVOIR SUR CE MOUVEMENT ET SES MODES DE CIRCULATION ET ENTEND SOULIGNER LES POINTS AVEUGLES DE LA RECHERCHE ACTUELLE. IL RELÈVE LES MODIFICATIONS IMPORTANTES DE L'ENVIRONNEMENT DE LA LRA AU FIL DU TEMPS ET INVITE À ANALYSER LES TRANSFORMATIONS SUBSÉQUENTES DE SES OBJECTIFS, MOTIVATIONS ET ALLIANCES MAIS AUSSI DE SES RÉFÉRENTS COSMOLOGIQUES ET SPIRITUELS, DE SES IMAGINAIRES POLITIQUES ET GUERRIERS, DE SON RAPPORT À LA VIOLENCE ET DE SES REPRÉSENTATIONS DE SOI.

Que sait-on de la Lord's Resistance Army (LRA) ? Peu de choses en fait. Après plus de 20 ans de conflit au Nord de l'Ouganda, le groupe armé se laisse encore mal décrypter [1]. L'illisibilité de son agenda politique et sa référence constante au surnaturel le confinent bien souvent à un exotisme prémoderne : « La LRA, qui veut instaurer en Ouganda un régime basé sur les Dix commandements de la Bible, est connue pour ses atrocités envers les civils, notamment sur les enfants, enlevés pour devenir combattants ou esclaves sexuels [2] ». Cette antienne des dépêches d'agence est reprise *ad nauseam* dans nombre d'articles de presse, de rapports d'expertise et d'articles académiques. Elle a construit une image à la fois caricaturale et figée de la LRA dominée par la folie supposée et la violence pathologique de son leader, Joseph Kony.

Au-delà de la loupe déformante de ces analyses à l'emporte-pièce, l'accès difficile au terrain, l'herméticité du groupe armé, l'identité des acteurs extérieurs présents sur le terrain et le cadre paradigmatique dans lequel nous pensons la violence et plus particulièrement la violence extrême, ont façonné ensemble notre lecture de la LRA. L'objet de cet article est de faire le bilan de

la littérature dont on dispose pour analyser le groupe armé. Il vise à s'interroger sur la construction discursive du conflit et des représentations de soi de la LRA. Il s'intéresse à la manière dont les différents acteurs (combattants ou non, étatiques ou non, locaux, nationaux et internationaux) ont participé à la production, à la circulation et à la réception des connaissances et du savoir sur la LRA. En montrant les apports récents des études quantitatives et de l'anthropologie, il vise à déterminer les points aveugles de l'analyse et à proposer un agenda de recherche sur ce groupe armé. Il présentera en filigrane une réflexion sur les contraintes de la recherche en situation de violence.

Le silence de la guerre et le bruit du clairon : questions de méthodologie

Le conflit du nord de l'Ouganda est une guerre sans chiffres et sans morts. La LRA se bat en effet depuis plus de vingt ans sans que l'on connaisse le nombre de combattants dont elle dispose, ni le nombre de victimes qu'elle a faites. Les estimations circulant dans les services de sécurité diplomatiques, les organisations onusiennes et les ONG varient le plus souvent entre 500 et 3 000 hommes pour ce qui concerne ses membres. Personne ne sait cependant combien demeurent à ce jour dans le maquis, ni la part des forces accompagnantes (femmes non combattantes, enfants nés dans le maquis). Depuis dix ans, on avance avec une constance suspecte le chiffre de 20 000 enfants enlevés par la LRA, reprenant une estimation de l'Unicef du début des années 1990, réévaluée seulement récemment à 25 000[3]. Combien de morts la guerre a-t-elle fait depuis 1987 ? Seules quelques fosses communes, comme celle de Barlonyo qui atteste du massacre de février 2004, offrent une visibilité aux victimes civiles. Mais la plupart du temps, seules quelques pierres posées sur une tombe improvisée au milieu de cases coincées l'une contre l'autre dans des camps de déplacés témoignent discrètement des morts violentes du nord

1. Je tiens à remercier Jean-François Lisée et les relecteurs du comité de *Politique africaine* pour leur lecture attentive et leurs précieux commentaires sur le fond autant que sur la forme.
2. Voir « Le chef de la LRA demande "pardon" pour les atrocités commises », 3 août 2006, disponible sur le forum « Afrique orientale » de <www.geostrategique.net>.
3. United Nations Children's Fund (Unicef), *Abductions in Northern Uganda and South-Western Uganda : 1986-2001,* Kampala, Unicef, 2001, et *Uganda : Background*, New York, Unicef, 2005 ; United States Agency for International Development (Usaid), *Uganda Complex Emergency Situation Report #2 (FY 2005)*, Washington, Usaid, 2005. Christopher Blattman annonce quant à lui le chiffre de 60 000 enlèvements. Voir C. Blattman, « The Causes of child soldiering : evidence from Northern Uganda », communication à la rencontre annuelle de l'International Studies Association, Chicago, 28 février 2007.

de l'Ouganda. Il est impossible par ailleurs de chiffrer les pertes militaires ou rebelles.

Depuis quelques années, plusieurs rapports tentent de combler ces lacunes chiffrées par des analyses quantitatives à grande échelle. La Civil Society Organisations for Peace in Northern Uganda (CSOPNU) a tenté d'estimer les coûts annuels de la guerre [4], plusieurs enquêtes de l'Unicef ou de l'United States Agency for International Development (Usaid) lèvent un coin du voile sur le nombre d'enlèvements, le temps de captivité, la réintégration des enfants-soldats [5]. Mais la collecte de l'information reste difficile, surtout pour les données anciennes, et exige des moyens techniques et financiers bien souvent hors des priorités des bailleurs de fonds. À moins que l'armée ou la LRA n'ouvrent leurs archives, ces zones d'ombre demeureront, contraignant l'analyse à se développer à l'aveugle, en tâtonnant d'estimations en conjectures.

Le flot d'articles de presse parus depuis 2003 sur la LRA contraste assurément avec le huis clos médiatique dans lequel s'était mené le conflit depuis 1987. Les bruits sourds de la guerre parvenaient alors rarement jusqu'aux salles de rédaction internationales et n'occupaient guère que des entrefilets dans les pages régionales de la presse ougandaise. L'attention nationale et internationale se tournait plutôt vers le Sud, qui, après la guerre civile de 1981 à 1986, se pacifiait, se reconstruisait et se développait. La croissance économique inespérée du pays, les débats autour de son modèle de démocratie sans parti et de sa décentralisation ont occupé une grande partie des recherches menées entre 1986 et 1996. Le conflit du Nord se développait alors dans l'ombre de la *success story* ougandaise, et le discours dominant était celui du nouveau régime. Jouant de leur crédibilité politico-militaire, les autorités euphémisaient la capacité de nuisance du groupe armé : la LRA n'était qu'un groupe de « voyous » *(thugs)* dont Museveni claironnait depuis 1986 qu'il les écraserait en quelques mois. Les attaques n'étaient que des violences périphériques, résiduelles et localisées. Seule une victoire totale de l'armée était envisagée [6].

L'insécurité avait par ailleurs créé un vide académique sur l'Ouganda depuis les années de pouvoir d'Idi Amin. Si, dès 1986, les premiers chercheurs reviennent dans le Sud et l'Ouest du pays, peu s'aventurent au Nord. Les anthropologues Tim Allen et Heike Behrend s'y risquent cependant, écrivant les pages les plus inspirantes sur le Holy Spirit Movement (HSM) d'Alice Lakwena, dont Joseph Kony se dit l'héritier [7]. Ils sont rejoints par quelques doctorants et chercheurs. Mais dans les années 1990 encore, on travaillait souvent sur le Nord au mieux depuis Gulu, la capitale de la région, au pire depuis Kampala. Le discours dominant, marqué des stigmates des préjugés ethniques coloniaux, largement diffusés au Sud, aurait d'ailleurs suffi à décou-

rager les plus hardis. Le conflit « intra-ethnique » dans lequel « des Acholi tuaient des Acholi » s'expliquait par leur nature intrinsèquement belliqueuse, nature dont la violence des régimes nordistes des années 1980 était la preuve. La perception, en partie fantasmée, des risques physiques encourus a alors fermé certaines régions à l'enquête [8]. Chaque nouvelle attaque de la LRA sur un axe routier contraignait à voyager en convois sous la protection d'escortes militaires. Une fois au Nord, les seuls véhicules à se déplacer régulièrement étaient ceux des quelques ONG travaillant dans les camps de déplacés ouverts depuis 1996.

L'armée comme garde-chiourme

L'armée était du reste, et demeure, l'acteur majeur des développements militaires, politiques et économiques de la région. Sous couvert de consignes de sécurité, elle appliquait un contrôle subtil des mouvements et rendait inaccessibles les zones « non sécurisées » [9]. La présence de l'armée et sa politique d'intimidation et de répression imposaient discrétion et prudence aux enquêteurs, compliquant les conditions matérielles des entretiens et créant une autocensure chez les interlocuteurs les mieux informés [10]. Les services de renseignement militaire s'appliquaient à contrôler les informations relayées par la presse, que l'invocation du secret défense suffisait à museler.

---

4. CSOPNU, *The Net Economic Cost of the Conflict in the Acholiland Sub-Region of Uganda,* Kampala, CSOPNU, 2002.

5. J. Annan, C. Blattman et R. Horton, *The State of Youth and Youth Protection in Northern Uganda, Findings from the Survey for War affected youth*, Avsi, Unicef, 2006 ; P. Pham, E. Stover et P. Vinck, « The Lord's Resistance Army and forced conscription in Northern Uganda », *Human Rights Quarterly*, vol. 30, n° 2, 2008, p. 404-441 ; et surtout l'analyse à la fois quantitative et qualitative de T. Allen et M. Schomerus, *A Hard Homecoming : Lessons Learned from the Reception Process in Northern Uganda, an Independent Study*, Washington, Unicef, Usaid, 21 juin 2006.

6. Les parlementaires acholi comme Norbert Mao, Daniel Omara Atubo ou Ronald Reagan Okumu, qui plaidaient en faveur d'une sortie politique du conflit, peinaient à se faire entendre dans un Parlement acquis au président Museveni. En 1997, malgré la rédaction d'un rapport minoritaire, la commission parlementaire chargée de l'affaire soutenait l'option militaire défendue depuis le début par le gouvernement.

7. H. Behrend, *Alice Lakwena and The Holy Spirits War in Northern Uganda, 1986-97*, Oxford, James Currey, 1999 ; T. Allen, « Understanding Alice : Uganda's Holy Spirit Movement in context », *Africa*, vol. 61, n° 3, 1991, p. 370-399.

8. Les enquêtes ont été la plupart du temps menées à Gulu ou dans les camps les mieux desservis par les programmes onusiens et les ONG. De par l'insécurité et les difficultés de transport, certaines zones (comme autour de Pader, par exemple, ou vers la frontière soudanaise) ont été négligées.

9. Avant chaque départ, la plupart des ONG et agences onusiennes s'obligeaient à donner sinon leur destination finale, du moins leur trajet, pour obtenir le feu vert de l'armée qui chaque matin ouvrait les routes.

10. Convaincue du soutien massif des Acholi à la LRA, l'Uganda People's Defense Forces (UPDF) procédait régulièrement à des arrestations massives *(panda gari)* ou plus ciblées.

« *Tell people about our situation* » – voilà ce que Chris Dolan et beaucoup d'autres chercheurs travaillant au nord de l'Ouganda ont entendu [11]. Travailler sur un conflit « oublié » et sur des violences extrêmes comme celles de la LRA induit des engagements problématiques notamment dans le rôle parfois inconfortable de porte-parole que les personnes rencontrées assignent au chercheur [12]. Gulu et Kitgum ne disposaient à la fin des années 1990 que d'un vétuste central téléphonique, souvent en panne. La communication avec Kampala reposait sur les voyageurs et les coûteuses communications des téléphones satellitaires dont certaines ONG disposaient. Avec une faible couverture du territoire, les points de sécurité hebdomadaires des ONG et la collecte d'information de certains acteurs locaux comme le Justice and Peace Center du père Carlos Rodriguez, ne faisaient guère le poids face aux informations transmises par les services de communication de la Quatrième division. Dans ce contexte, l'exécution de civils ou d'enfants enlevés pouvait aisément passer pour une victoire militaire écrasante de l'armée sur les rebelles. On ne savait quasiment rien des zones de guerre les plus éloignées. Si les nouvelles des massacres à l'arme blanche contre les civils transpiraient plus facilement, il n'existait guère d'informations sur les affrontements entre l'UPDF (Uganda People's Defense Forces, l'armée gouvernementale) et la LRA. On ne disposait pas non plus de rapports sur les pertes militaires, ni sur les soldats blessés, soignés pourtant en nombre, à la fin des années 1990, à l'hôpital de Lacor, à quelques kilomètres de Gulu. Officiellement, la guerre n'était pas celle de la LRA contre l'armée mais celle de la LRA contre les civils. À croire que l'équipement du groupe armé, plus sophistiqué depuis le soutien apporté par Khartoum à partir de 1993 (missiles anti-char et Sam, lance-roquettes), restait dans les camps semi-permanents que la LRA avait établis au Sud Soudan.

Un groupe armé hermétique : l'effet « tupperware »

L'un des obstacles persistants à l'analyse de la LRA réside dans l'absence de contacts directs avec le leadership militaire de la LRA, y compris Joseph Kony. Disposant depuis le début des années 1990 de bases mobiles en Ouganda, la LRA s'est ensuite repliée au Sud Soudan, autre zone de conflits. Jusqu'au milieu des années 2000, ne circulaient que quelques photos floues et anciennes de Kony. Mais les contacts téléphoniques ou directs avec le chef de la LRA étaient rarissimes, même au sein du mouvement. Depuis la mobilisation par Kampala, en 1991, des milices Bow and Arrow, la LRA avait renforcé son herméticité organisationnelle. Par une sorte d'effet « *tupperware* », on ne percevait guère que les contours extérieurs du groupe armé sans en découvrir le cœur, la hiérarchie et les rapports de pouvoir internes, les commandements intermédiaires, les rapports de force informels. Les informations n'étaient diffusées

que de manière très contrôlée. Condamnant les Acholi pour leur collaboration avec l'armée et rejetant les adhésions volontaires par peur des infiltrations, la LRA avait durci ses pratiques de recrutement, recourant systématiquement à la contrainte et à l'enlèvement. Elle n'établissait que rarement des contacts épistolaires ou téléphoniques avec des interlocuteurs choisis, qui couraient le risque d'être considérés comme collaborateurs des rebelles – certains d'entre eux sont devenus des experts en reconnaissance d'écriture. Jusqu'en 2004, les contacts avec la presse étaient inexistants. L'arrivée de la téléphonie mobile au nord de l'Ouganda en 1999 a modifié les modes de communication du groupe armé et légèrement élargi le nombre de ses interlocuteurs, même si les commandants changeaient de carte Sim après chaque appel, le flux restant ainsi quasiment à sens unique.

Le déficit d'accès direct aux forces combattantes pose un important problème méthodologique : d'abord, il restreint le chercheur à des sources secondaires, sans que l'on connaisse avec certitude l'adéquation de leur discours avec celui le leadership armé. Ensuite, il implique un décalage partiel entre réalités du terrain, développements les plus récents et récit des témoins et acteurs secondaires. Enfin, il suppose une reconstruction du discours en fonction de l'intérêt perçu des acteurs : un commandant de la LRA capturé ou ayant rendu les armes et en phase de « réintégration » ou de reconversion adaptera nécessairement son discours aux pressions politiques, militaires et sociales qui lui sont faites et dont dépend son avenir, voire sa sécurité physique. De la même manière, un ancien enfant-soldat, qu'il ait ou non reçu un grade dans le maquis, ajustera le plus souvent son discours au statut de victimes que lui assignent les ONG dédiées à la réintégration des enfants de la LRA et à ce qu'il pense que l'on attend de lui.

La ruée vers le Nord

L'Opération Iron Fist (OIF), lancée en février 2002 par l'armée ougandaise, a été un tournant majeur dans le conflit. Elle a marqué son internationalisation médiatique, humanitaire, diplomatique et judiciaire. Elle a induit également une prise de conscience en interne de la LRA de la nécessité de modifier la manière dont elle était perçue et a conditionné une transformation importante

11. C. Dolan, « Views on the Northern Uganda : Conflict from Inside the War Zone, Report on Cope Fieldwork Findings, Northern Uganda », Cope, Working paper n° 35, Accord, 2000, p. 16.
12. D. Cefaï et V. Amiraux, « Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales », *Cultures & Conflits*, n° 47, 2002, p. 15-48.

de sa stratégie de communication. Mais surtout, elle a permis le retour à la vie civile – qu'il soit volontaire ou forcé – d'acteurs majeurs (commandants de rang supérieur ou moyen) jusqu'alors inaccessibles.

Conçue pour éradiquer les bases arrière de la LRA au Sud Soudan, l'OIF a provoqué le reflux des combattants vers le nord de l'Ouganda et le déplacement de plus de 1,6 million de personnes. Alors que la crise humanitaire n'avait pas encore atteint son paroxysme, Jan Egeland, alors représentant spécial aux affaires humanitaires auprès du Secrétaire général de l'Onu, a fait de l'Ouganda un des pays phares de sa politique de coups de projecteur sur les conflits « oubliés ». En quelques mois, des centaines de journalistes, ONG, agences onusiennes, experts, consultants, chercheurs, étudiants et autres « touristes de guerre » ont établi leurs quartiers au nord du pays. Si cette ruée vers le Nord a créé un brusque appel d'air pour une production rapide et intensive de connaissances sur le conflit, l'urgence avec laquelle elle a pris place exigeait des réponses rapides, simples et efficaces, peu propices à une analyse fine du conflit et de la LRA [13]. Elle a favorisé dans un premier temps les biais urbains d'une recherche sur le temps court où les informations devaient être facilement et rapidement accessibles. La tournée des centres de réception des anciens enfants soldats et l'interview des chefs traditionnels et de quelques anciens commandants de la LRA érigés en figures de la réintégration réussie étaient au début des années 2000 les rendez-vous incontournables pour tout chercheur. Un entreprenariat d'assistants de recherche rares et précieux s'est ainsi développé qui, par souci d'efficacité, recommandaient les mêmes interlocuteurs (souvent les plus volubiles), se substituaient aux interviewés, ajoutaient ou retranchaient des questions selon les résultats des études précédentes [14]… La présence des humanitaires dans toute la région a eu d'autres effets notables : les interviewés anticipent les réponses qui selon eux s'avéreront les plus payantes en termes de retour financier ou matériel à court ou plus long terme ; d'autres marchandent le prix de leur interview. Mais surtout l'entrée humanitaire et onusienne dans l'analyse du conflit a renforcé deux biais préexistants dans l'analyse : l'infantilisation et la criminalisation du groupe armé.

Children stories

Dans les années 1990, la littérature sur le conflit nord-ougandais était largement dominée par les *children stories*, des témoignages et dessins d'anciens enfants-soldats qui – même s'ils permettent, comme dans l'ouvrage d'Els de Temmerman, d'approcher l'organisation interne de la LRA, ses procédures et pratiques [15] – ont renforcé la lecture à la fois infantilisante et criminalisante de la LRA. Les centres de réception tenus par des ONG locales et internationales constituaient en effet la principale interface – et donc le point de passage

obligé des journalistes, chercheurs, humanitaires – avec les anciens combattants de la LRA, ou plus exactement avec ses premières victimes, les enfants qu'elle avait contraints à rejoindre le maquis. La focale juvénile s'est renforcée à partir de 2003. Les *child soldiers*, *child mothers*, et autres *night commuters* [16], sont alors devenus de puissants et rentables sésames de la presse, des humanitaires, des agences onusiennes, ainsi que des contrats de recherche offrant une visibilité disproportionnée à la conscription juvénile.

L'image d'Épinal de la LRA comme groupe armé composé d'enfants et dirigé par un leader spirituel occulte les dynamiques organisationnelles et individuelles du mouvement. Tim Allen et Marieke Schomerus ont remis en question l'idée que la proportion d'enfants-soldats à l'intérieur de la LRA soit de 80 à 90 %, soulignant que, quoique largement repris, ce chiffre n'était ni vérifié ni véritablement vérifiable [17]. « Les centres de réception ont été essentiellement créés pour gérer les besoins des "enfants" », ajoutent-ils. « La majorité des adultes "enlevés" par la LRA ne sont jamais enregistrés par les centres ou par l'UPDF [18]. » Les *seniors et middle ranks commanders* de la LRA capturés ou ralliés à partir de 2003 ont permis de souligner au contraire le rôle des adultes, dont certains professionnels des armes, engagés volontaires et jusque-là négligés par les analystes [19]. On redécouvrait la hiérarchie intermédiaire de la LRA,

13. Arrivés au nord de l'Ouganda dans le cadre d'une crise humanitaire, avec un personnel peu préparé et une rotation rapide de celui-ci, les acteurs humanitaires qui constamment doivent résoudre la tension entre agir vite et agir de manière efficace, sont absorbés par les taches administratives et logistiques de la mission avant tout (trouver un bureau, brancher l'eau, l'électricité, le téléphone, établir une liste de contacts…).

14. Finnström souligne qu'il faut associer les assistants à la définition et à la formulation de la recherche. S. Finnström, « In and out of culture : fieldwork in war-torn Uganda », *Critique of Anthropology*, vol. 21, n° 3, 2001, p. 247-258. Si, bien entendu, l'apport culturel d'assistants locaux enrichit la recherche, on ne peut que souligner également l'enracinement social, politique et culturel des assistants qui, en même temps qu'à l'étude, œuvrent (légitimement) à leur accumulation de ressources financières, sociales et symboliques.

15. E. de Temmerman, *Aboke Girls, Children Abducted in Northern Uganda*, Kampala, Fountain Publishers, 2001.

16. Les *night commuters* sont de jeunes adultes ou des enfants parfois très jeunes qui quittent leur village à la tombée de la nuit et font des kilomètres pour se réfugier jusqu'au matin dans un centre urbain plus sûr, pour éviter les attaques de la LRA.

17. T. Allen et M. Schomerus, *A Hard Homecoming…, op. cit.*

18. *Ibid.*, p. vi. Un seul centre de réception dispose d'une section pour adulte et d'une autre pour filles-mères.

19. Voir Conciliation Resources (CR) et Quaker Peace and Social Witness (QPSW), *Coming Home : Understanding Why Commanders of the Lord's Resistance Army Choose to Return to a Civilian Life*, Gulu, Londres, CR, QPSW, 2006 ; Human Rights Focus, *Conciliation Resources, Falling through the Net, the Challenges for Returning Adult Ex-Combatants*, Londres, CR, 2004 ; S. Perrot, « La réintégration des anciens commandants de la Lord's Resistance Army (LRA) au Nord de l'Ouganda : outil de retour à la vie civile ou de contrôle par l'État ? », *in* N. Duclos et D. Garibay (dir.), *La Réintégration des anciens combattants*, à paraître en 2009.

jusque-là masquée par un discours simplificateur faisant de Kony le seul leader. Les grades attribués officiellement aux commandants sortis du maquis sont cependant à prendre avec circonspection : l'armée a tout intérêt à souligner que ses prisonniers sont de « grosses prises ». Cela converge avec l'intérêt des réintégrés eux-mêmes qui savent que plus on leur reconnaît un grade élevé, plus ils ont de chance de tirer parti de meilleures opportunités de réinsertion.

La terminologie employée par les acteurs de terrain a renforcé cette lecture victimisante. Pas d'« anciens combattants » en effet dans les centres de réception, mais des *returnees*, des *ex-abductees* ou des « FAPs », *formely abducted people*. Les centres de réception mettaient en avant la doxa légitime de la protection de l'enfance insistant sur le traumatisme subi. Ils homogénéisaient ainsi ce groupe d'acteurs en tant que victimes passives, occultant leur rôle comme auteurs des violences, et les rapports de pouvoir qui s'étaient établis entre eux au sein du groupe armé. Car l'un des postulats de départ des approches psychologisantes et de réhabilitation sociale des centres de réception est que la brutalisation par la guerre induit une régression vers l'animalisation et la barbarie. Le « lavage de cerveau » pratiqué par la LRA provoquerait une perte des capacités et une érosion des valeurs sociales nécessitant une rééducation et un réapprentissage à la vie en société [20]. Notre propos n'est pas ici d'atténuer la nature des exactions et des crimes de guerre commis par la LRA. Mais l'indignation face à la violence, et notamment à la violence extrême, n'a guère de valeur heuristique. La violence de la LRA (conscriptions forcées d'enfants, meurtres de civils, mutilations…) masque en partie la complexité des processus politiques, spirituels et sociaux dans lesquels s'inscrit le groupe armé. Elle exclut en outre *a priori* la possibilité que certains combattants aient pu être des volontaires et que la LRA poursuive un agenda politique [21].

La LRA : une force politique ?

La criminalisation du groupe armé lui dénie sa qualité d'organisation politico-militaire pour ne lui accorder que les défauts d'un « corps social guerrier [22] ». Le fait qu'à partir de 2003 le conflit ait été abordé par son versant humanitaire a également contribué en contrechamp à cette dépolitisation de la LRA. L'entrée en jeu de la Cour pénale internationale (CPI) et les 33 chefs d'accusation retenus par ses mandats contre Joseph Kony, Vincent Otti et Dominic Ongwen n'ont fait que confirmer, si besoin était, le statut criminel des chefs de la LRA [23]. Pour l'avocat canadien qui a conseillé au gouvernement ougandais de recourir à la CPI, la LRA était « un cas facile » [24].

Depuis le début du conflit, le gouvernement a travaillé à l'euphémisation et à la disqualification du groupe armé. Claironnant qu'il viendrait à bout de

ce « groupe de voyous » et de « criminels » en quelques mois par ses seuls moyens militaires, Kampala est ensuite parvenu, en décembre 2001, à faire inscrire la LRA sur la liste des organisations terroristes tenue par le département d'État américain. À grand renfort de cybercommunication et de déclarations opportunes face aux représentants diplomatiques et onusiens, le gouvernement ougandais a dessiné à gros traits les « atrocités » de la LRA [25]. Sa plainte devant la CPI en décembre 2003 parachevait cette stratégie victimaire. De fait, avant l'ouverture des pourparlers de Juba entre le gouvernement et la LRA en juillet 2006, les débats dans les cercles diplomatiques et onusiens tournaient autour de l'opportunité de négocier avec des « criminels » [26]. Plusieurs acteurs s'inquiétaient de voir la LRA gagner en crédit politique lors de ces négociations. La transformation physique du leader Joseph Kony laisse peu de doutes sur la prise de conscience au sein du groupe armé de l'enjeu communicationnel que constituait cette exposition internationale du groupe armé : aux *dreadlocks*, *kanzu* (grande robe blanche) et rosaire ont succédé treillis militaires, bottes Wellington et coupe de cheveux courte, puis costumes civils. Kony a même brièvement rompu le silence pour intervenir en personne sur la radio locale de Gulu, Mega FM, avant de convoquer, dans un camp dans l'Est de la République démocratique du Congo, les correspondants internationaux alors en concurrence pour l'une des nombreuses *first ever* interviews du leader de la LRA [27].

20. T. Allen et M. Schomerus, *A Hard Homecoming…, op. cit.*, p. 15-16.
21. Voir dans ce même numéro l'article de Sverker Finnström.
22. Christian Geffray qualifie ainsi la guérilla mozambicaine, qui ne vivait que par et pour la guerre. Voir C. Geffray, *La Cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990.
23. Raska Lukwiya et Okoth Odhiambo sont également sous le coup d'un mandat d'arrêt international. On pense qu'Odhiambo a été exécuté en avril 2008 sur les ordres de Kony.
24. Entretien avec Payam Akhavan, McGill University, 7 janvier 2008.
25. Le capitaine Okei Rukogota, l'éditeur du site Internet de l'armée sur l'opération Iron Fist (<www.updfironfist.co.ug>), décrivait cette initiative comme « une stratégie du commissaire politique de l'UPDF pour remplir le vide informationnel sur les atrocités de Kony et pour mobiliser le public et la communauté internationale. » Voir Asia Africa Intelligence Wire, « UPDF launches operation Iron Fist website on Kony war », 7 novembre 2002, sur <www.accessmylibrary.com/coms2/browse_JJ_A176>.
26. Entretien avec un représentant de l'Onu, Gulu, mars 2007.
27. « I want peace, but Museveni is the problem, says Kony », transcription de l'interview donnée par Kony sur Mega FM le 28 décembre 2002, traduite du luo par John Muto Ono p'Lajur, accessible sur <www.africanfront.com/page600.php>.

Diaspora et conflit armé

La question de l'agenda politique de la LRA est sans doute l'un des points les plus sensibles et controversés à ce jour. Au point qu'aujourd'hui ajouter un « M » au sigle de la LRA (LRA/M) pour évoquer la possibilité d'une finalité politique de son combat apparaît comme un geste de collaboration ou de soutien de principe au groupe armé. Mais qui sont les « intellectuels » de la LRA ? Quelle est la dialectique dans leurs discours entre usage de la violence et argumentaire politique ? Ces questions interrogent en premier lieu le rôle de la diaspora au sein du groupe armé. Des membres éminents de la diaspora acholi se sont associés à la fin des années 1990 pour tenter de développer une branche politique de la LRA : membres des anciens régimes nordistes, anciens des services de sécurité, partisans de l'Uganda People's Congress (UPC), le parti de l'ancien président Obote, ou hommes d'affaires opportunistes, tous étaient réunis par leur anti-Musevenisme [28]. En 1998, ce mystérieux LRM envoyait des fax au bureau de l'Unicef à Kampala pour démentir les enlèvements d'enfants et en accuser l'armée ougandaise. Il rédigeait des communiqués de presse pour demander une enquête impartiale sur les violations des droits de l'homme en Ouganda [29]. L'adresse portée au bas des documents ne menait alors qu'à une boîte postale dans un quartier de Londres. Officieusement, une partie de la diaspora acholi, depuis Londres, Nairobi ou Washington, aurait mis à disposition de la LRA des moyens intellectuels et financiers pour restaurer son image, élargir ses réseaux de soutien et collecter des fonds [30]. À deux reprises, le LRM a mis en ligne des sites Internet, fermés depuis. Reproduisant des messages de Joseph Kony, les deux sites défendaient notamment la théorie de l'agenda caché du gouvernement ougandais, accusé de génocide contre les Acholi [31].

Cette tentative de politisation internationale a tourné court et l'aide financière des Acholi d'Europe à Kony s'est rapidement tarie sous l'effet cumulé des rivalités au sein de la direction du LRM, des dissensions entre le bureau de Londres et l'état-major de terrain de la LRA et de malversations financières. Cette excroissance politique aux structures encore floues a été étêtée à la fin des années 1990 : son président, Powell Onen Okwang, a été arrêté pour fraude en Grande-Bretagne en juillet 1998. James Obita, le « secrétaire des affaires extérieures et de la mobilisation » du LRM de 1996 à 1998, a été démis de ses fonctions et accusé de trahison par Kony, après sa participation à des pourparlers de paix avec le gouvernement ougandais. David Matsanga, son remplaçant, a lui aussi été renvoyé pour avoir critiqué la finalité d'une lutte menée à la solde du Soudan et avoir estimé que les enlèvements d'enfants étaient dommageables pour la réputation du mouvement [32]. Ensuite, la communication entre Londres, Nairobi et l'Ouganda s'est distendue et la LRA est revenue à

un fonctionnement plus occulte. Les pourparlers de Juba entamés en juillet 2006 ont donné aux représentants de la diaspora une forte visibilité [33]. Mais malgré la présence d'une délégation officielle de la LRM dirigée à l'origine par un membre de la diaspora, Martin Ojul, remplacé en janvier 2008 par David Matsanga, force est de constater que la branche militaire du mouvement reste prépondérante. Kony garde la haute main sur les désignations et les destitutions au sein du mouvement. Mais on connaît mal les connections entre groupe armé et branche politique. Et la tournée des camps de déplacés organisée par la délégation LRM au Nord de l'Ouganda fin 2007 a laissé apparaître le malaise de ses représentants à justifier devant les victimes les atrocités de la LRA et à soutenir une politique de déni de ces crimes en réalité intenable [34].

Pour une relecture du rôle des populations locales

Il serait en outre simpliste de réduire le discours politique de la LRA à cette « vitrine extérieure ». Depuis plusieurs années en effet, les rumeurs de l'existence de manifestes politiques se font persistantes et des tracts politiques

28. Cette partie a déjà été partiellement publiée dans S. Perrot, « Vers une fin de conflit au Nord de l'Ouganda ? La Lord's Resistance Army (1987-2005), causes et enjeux d'une guerre prolongée », *in* H. Charton et C. Médard (dir.), *L'Afrique orientale, Annuaire 2004*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 33-98.
29. R. Gersony, *The Anguish of Northern Uganda, Results of a field-based assessment of the conflicts in Northern Uganda*, Kampala, United States Embassy, Usaid, 1997, section 1.
30. E. de Temmerman, *Aboke Girls, Children …, op. cit.*, p. 98.
31. Jusqu'à fin 1997 environ, le site de l'université de Columbia hébergeait, malgré elle, le premier site Internet de la LRA qui décrivait le mouvement comme « une armée de libération nationale dont les objectifs étaient de libérer l'Ouganda de la tyrannie, de la dictature, du népotisme et de l'oppression ». Les dernières mises à jour de son second site (<http://spacegroove.com/joesphkony.html>) datent de janvier 2001.
32. J. Obita, « First international peace efforts 1996-1998 », *in Protracted Conflict, Elusive Peace, Initiatives to End the Violence in Northern Uganda*, Accord, 2002. Okwang, partisan de l'UPC, était l'un des principaux mobilisateurs de fonds. Il a quitté le pays en 1986. Vice-président du LRM, il a commis des escroqueries et a été poursuivi et extradé aux États-Unis ; voir E. de Temmerman, *Aboke Girls, Children…, op. cit.*, p. 152. James Alfred Obita, après des études en Australie, est devenu professeur de chimie et homme d'affaires, circulant entre Londres et Nairobi. Il a été remplacé par Richard Nyeko Matsanga (alias David Nyekorach), un ancien employé de la Nasa, qui a déjà participé à plusieurs rébellions.
33. C'est à travers des contacts noués au sein des anciens d'une autre diaspora, celle du Kenya, que Pax Christi a organisé les pourparlers parallèles tenus à Nairobi au printemps 2007. Voir « Uganda government, rebels make progress at informal talks », Reuters, 11 avril 2007.
34. C. Ayugi, D. Rupiny et F. Warom, « Doubts raised over LRA peace tour », Londres, Institute for War and Peace Reporting, Londres, 23 novembre 2007, <www.iwpr.net>.

circulent sous le manteau. La difficulté à en obtenir des traces tangibles et le manque de traçabilité des conditions de production et de diffusion des documents rendent le travail de vérification et d'exploitation scientifique des documents particulièrement ardu. Lorsque l'armée ne les confisquait pas, la simple conservation d'un tel document par un civil faisait de lui aux yeux de l'armée un collaborateur des rebelles. Le travail exceptionnel de collecte de Sverker Finnström a de ce point de vue incontestablement ouvert une voix nouvelle pour l'analyse de la LRA [35]. Preuve est faite aujourd'hui de la circulation à diverses périodes, dans un espace et à une échelle à définir, de tracts politiques en Europe mais aussi au nord de l'Ouganda et dans d'autres régions ougandaises, comme au Teso par exemple [36]. Ceci remet en cause, au moins en partie, la lecture strictement prédatrice de la LRA et pose la question du soutien de la population locale au mouvement. La LRA a tenté également pendant plusieurs semaines au début des années 1990 de lancer une station de radio depuis le maquis avant que les émissions ne s'interrompent brutalement sans que l'on en connaisse la raison [37]. Par l'entremise du Brigadier Charles Tabuley, tué depuis au combat, la LRA a également tenté, lors son incursion vers l'Est de l'Ouganda, de convaincre les Itesot de se joindre à la lutte contre Museveni. « C'est une chance qu'ils aient été stoppés car ces types [de la LRA] faisaient du bon boulot. Nous aurions eu des problèmes, sinon », note un représentant de l'administration ougandaise [38].

A-t-on négligé ou sous-estimé dans l'analyse les liens et relations noués pendant l'insurrection entre la LRA et les populations locales ? Notre propos n'est pas ici d'arguer que les Acholi dans leur ensemble ont soutenu le mouvement, ni de dire que la LRA pourrait bénéficier d'un soutien local important. Il y a certes convergence entre la LRA et une grande majorité des Acholi dans leur opposition au régime en place. Mais il faut clairement établir une distinction entre le fait que la LRA puisse avoir un contenu politique et le fait qu'elle puisse constituer une véritable force politique, ce qu'elle peine malgré tout à revendiquer. La LRA capitalise sur l'anti-Musevenisme ambiant et surtout sur la méfiance de la population envers l'armée pour bénéficier de soutiens limités et circonstanciels en pays acholi. Kony a su obtenir des Acholi non pas une adhésion de style révolutionnaire, mais une collaboration fondée sur la crainte et sur l'hostilité au pouvoir en place. La décriminalisation et la reconnaissance de l'enchâssement de la LRA dans des dynamiques politiques et sociales ne signifient pas pour autant qu'il existe un soutien local pouvant se structurer autour d'un large mouvement d'adhésion au discours politico-spirituel de la LRA. Mais aujourd'hui, les voix des parlementaires acholi les plus actifs se fondent dans la masse des fidèles du parti présidentiel du National Resistance Movement (NRM), l'opposition partisane est en déroute

et les autres groupes d'insurrection armée ont été vaincus. Aussi est-il probable que, dans un contexte de forte militarisation au nord de l'Ouganda, certains considèrent la LRA comme la seule force d'opposition significative face au gouvernement Museveni [39].

Le fait que, dans sa technique de combat, la LRA ne cherche pas à contrôler un territoire mais pratique une stratégie de « frapper et s'enfuir » *(hit and run)*, renforcée depuis l'installation de ses bases arrière au Soudan, n'exclut pas *a priori* les interactions – contraintes ou volontaires – avec les populations locales [40]. Les répits dans la guerre et les bases arrière du groupe armé apparaissent comme des temps et lieu d'analyse propices des interactions avec les populations civiles au nord de l'Ouganda mais aussi au Congo ou au Soudan. Car la LRA qui se bat en Ouganda n'est pas celle qui s'établit au Sud Soudan, voisine les baraquements des militaires soudanais et cultive la terre, ni encore celle du Congo, qui tente, elle, de conclure des alliances avec les groupes armés locaux et se réapprovisionne aux marchés villageois.

Les populations civiles ne doivent pas être considérées comme de simples objets de la violence mais aussi comme des sujets : quelle économie politique s'est mise en place autour de la présence ponctuelle de la LRA dans certaines zones ? Comment la violence a-t-elle été gérée au quotidien par les populations locales ? De par le recrutement forcé d'enfants et d'adultes, la LRA entretient des liens organiques avec la population locale. Certaines personnes enlevées par la LRA ont conservé des relations avec leur famille, ramenant parfois une partie de leur butin chez eux. De nombreux déplacés expliquent que lorsqu'ils reçoivent de la nourriture du Programme alimentaire mondial, ils gardent « la part de la LRA » [41]. Les camps de déplacés constituent d'ailleurs un microcosme fascinant où se côtoient anciens combattants, informateurs,

35. S. Finnström, *Living with Bad Surroundings, War, History and Everyday Moments in Northern Uganda*, Durham, Duke University Press, 2008. Voir aussi les deux documents annexés à l'article de Sverker Finnström dans le présent numéro.
36. Voir S. Perrot, « Le monument aux morts d'Obalanga au Teso, Est de l'Ouganda : histoire d'une construction échouée », *Cahiers d'études africaines*, à paraître en 2009.
37. C. Dolan, *Views on the Northern Uganda…*, *op. cit.*, p. 15.
38. Entretien à Soroti, mars 2008.
39. International Crisis Group (ICG) suggère que tant que les griefs et le sentiment de marginalisation du Nord de l'Ouganda ne seront pas traités, la LRA demeurera « un véhicule possible pour l'expression des frustrations des populations du Nord ». Voir ICG, *Northern Uganda : the Road to Peace, with or without Kony*, Africa Report n° 146, 10 décembre 2008, p. i.
40. La LRA légitime certaines de ses attaques sur les camps de déplacés par la volonté de les démanteler – au même titre que l'armée, le mouvement se soucie donc du contrôle des populations.
41. Entretiens dans les camps de déplacés des districts de Gulu, Amuru et Kitgum, septembre 2005 et juin 2007.

collaborateurs et victimes de la LRA. La question de la privatisation de la violence et des règlements de comptes personnels gérés par l'intermédiaire de certains combattants de la LRA ne doit pas non plus être laissée de côté.

Les liens avec le leadership traditionnel, marqués par la controverse autour de la bénédiction que certains chefs avaient apportée à Joseph Kony à la fin des années 1980, nécessitent d'être revisités. Quel rapport existe-t-il entre le nouvel ordre social que Kony entend instaurer et les représentants de l'ancienne hiérarchie sociale ? Nous manquons cruellement de données sur ceux que Chris Dolan appelle les « invisibles » : les responsables des structures administratives locales (LC1, LC3), les responsables des camps de déplacés, les chefs de clans, les hommes d'Église, les enseignants qui jouent indubitablement un rôle dans la guerre et constituent une interface avec la LRA [42]. Il serait d'ailleurs intéressant d'analyser les variations spatiales et temporelles de la violence [43] : on sait peu des raisons pour lesquelles certaines parties du pays acholi ont été particulièrement affectées par les violences alors que d'autres ont été plus épargnées ou n'ont subi des attaques de la LRA que plus tardivement (c'est le cas d'Odek notamment, la région d'origine de Kony et l'un des hauts lieux de pèlerinage spirituel de la LRA). La restriction de mouvements, notamment vers les camps de déplacés les plus éloignés, a considérablement réduit le champ de vision des chercheurs quant à la distribution spatiale des actions de la LRA [44]. La microanalyse de la manière différenciée dont la violence a affecté ces diverses parties de l'Acholi reste à faire.

Un « corps social guerrier » ?

Sans doute certains combattants ont-ils trouvé dans la guerre une carrière et une raison de vivre en soi. Mais la LRA est-elle en tant que groupe armé un « corps social guerrier » ? Malgré les transformations du mouvement au fil du temps, prendre les armes pendant plus de vingt ans pose incontestablement un geste politique. L'utilisation de la violence extrême par la LRA et son millénarisme ne postulent pas *a priori* de son apolitisme [45]. À n'en point douter, la crainte et le respect que tire Joseph Kony de ses pouvoirs spirituels ont été le ciment idéologique du mouvement. Pour les combattants, ses communications avec les esprits confèrent à Kony l'omniscience, le don d'ubiquité et d'anticipation. Ces croyances perdurent chez ceux qui ont quitté la LRA : « Kony peut entendre ce que je vous dis à présent. Il est peut-être là à écouter et s'il veut, il peut me tuer là tout de suite pour vous avoir parlé [46]. » Mais pour d'autres, leur captivité dans la LRA constitue aussi une expérience spirituelle intense. « Pour de nombreuses personnes enlevées [par la LRA] », soulignent Allen et Schomerus, « le temps passé avec la LRA a été une époque où ils étaient proches du monde des esprits, peut-être même de Dieu [47]. »

Mais surtout, la LRA revendique la construction d'une nouvelle société acholi autour d'une communauté politique qui ne serait pas bâtie « autour du territoire ou de l'ethnicité mais plutôt autour d'une admission exclusive et de rites initiatiques [48]. » Ce nouvel ordre politique et spirituel s'est constitué en opposition à la corruption et à l'impureté de la vie en Ouganda et dans le reste du monde [49], et dépasse l'explication réductrice d'une volonté d'imposer un mode de gouvernement inspiré des Dix commandements. « La guerre et le fait de tuer sont une forme de guérison, afin de retrancher les "mauvais éléments" de la société pour la purifier [50]. » Les travaux récents de jeunes chercheurs, souvent anthropologues, ont considérablement enrichi notre connaissance de la cosmogonie de la LRA et de ses imaginaires politiques et spirituels. Leur connaissance intime du terrain et de la langue luo (une nouveauté notable) a brisé certains silences et a élargi leur champ d'exploration spatiale et le spectre de leurs interlocuteurs (Anciens, chefs spirituels de la LRA, anciens commandants…) [51].

42. C. Dolan, *Views on the Northern Uganda…*, *op. cit*.
43. S. Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
44. L'impact du conflit sur l'environnement pourrait peut-être contribuer à cette analyse. Gladys Oroma suggère en effet que les forêts ont été détruites là où les gens ne craignaient pas la LRA alors que les parties restées couvertes de forêts étaient les endroits où la LRA se cachait. Voir G. Oroma, « The forgotten "victim" of the Northern Uganda war », *Daily Monitor*, 4 juin 2008. Cette hypothèse est à vérifier : nombre de camps de déplacés ont en effet été construits dans des réserves forestières et cela n'a pas empêché la LRA d'attaquer.
45. Comme les autres rébellions prophétiques, la LRA rencontre l'hostilité de prime abord des observateurs extérieurs. Voir E. Weber, *Apocalypses et millénarismes. Prophéties, cultes et croyances millénaristes à travers les âges,* Paris, Fayard, 1999 ; M. Adas, *Prophets of rebellion, Millenarian Protest Movements against the European Colonial order,* Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1979.
46. Entretien avec P., ancien combattant de la LRA, Kampala, 2 juillet 2004.
47. T. Allen et M. Schomerus, *A Hard Homecoming…, op. cit.*, p. 16.
48. A. Vinci, « Existential motivations in the Lord's Resistance Army's continuing conflict », *Studies in Conflict and Terrorism,* vol. 30, n° 4, 2007, p. 337-352.
49. R. Doom et K. Vlassenroot, « Kony's message, a new *koine* ? : The Lord's Resistance Army in Northern Uganda », *African Affairs*, n° 98, 1999, p. 5-36. ; F. Van Acker, *Uganda and the Lord's Resistance Army : the New Order No One Ordered,* Université d'Anvers, Centre d'étude de la région des Grands Lacs d'Afrique, Institute of Development Policy and Management, IDPM – UA Discussion, n° 6, octobre 2003.
50. T. Allen et M. Schomerus, *A Hard Homecoming…, op. cit.*, p. 16.
51. Voir, entre autres, les travaux déjà cités de Sverker Finnström, ainsi que K. Titeca, « The spiritual order of the LRA », *in* T. Allen et K. Vlassenroot (dir.), *The Lord's Resistance Army : War, Peace and Reconciliation*, à paraître chez James Currey, 2009 ; C. Dolan, « Understanding war and its continuation : the case of Northern Uganda », thèse de doctorat, Development Studies Institute, London School of Economics, 2005 ; B. Mergelsberg, *Crossing Boundaries : Experience of Returning « Child Soldiers »*, Draft Report, décembre 2005 ; A. Branch, « The roots of LRA violence : political crisis and politicized ethnicity in Acholiland », *in* T. Allen et K. Vlassenroot (dir.), *The Lord's Resistance Army…, op. cit*.

La grande qualité et la richesse de ces analyses « à la Heike Behrend » ne doivent pas pour autant suggérer une analogie mécanique entre le HSM et la LRA. Si des « conditions messianiques » ont également présidé à la création du HSM et de la LRA et si elles ont conduit dans les deux cas à une réponse millénariste, les deux groupes armés ont suivi une trajectoire en plusieurs points distincts. L'une des différences majeures réside dans la longévité de la LRA [52]. Bien que le gouvernement ait souvent minimisé cette « affaire locale », les campagnes contre-insurrectionnelles n'ont eu jusqu'alors qu'un effet limité. La pérennisation de ce conflit laisse perplexe. Pourquoi Kony et ses commandants sont-ils restés dans le maquis pendant plus de vingt ans, dans une région ne disposant d'aucune ressource naturelle, alors que même dans les bases arrière soudanaises, les combattants manquent parfois de nourriture et de médicaments ? L'instrumentalisation politique par le régime en place et l'affairisme de l'armée autour de cette guerre n'expliquent pas tout [53].

On sait peu de l'incroyable capacité de régénération et de résistance de la LRA face aux chocs internes (luttes intestines, purges, défections, rupture de la chaîne de commandement après la mort de plusieurs *seniors officers* en 2003-2004) et externes (violentes opérations contre-insurrectionnelles de 1987, 1991, 1996 et 2002, perte du soutien logistique et financier du Soudan, repli au Congo). Une grande partie de la littérature véhicule une image à la fois figée et monolithique de la LRA et ne prend pas en compte les évolutions du mode opératoire (attaques des convois et des routes, assauts contre les camps, mutilations ou massacres…), de l'armement (plus sophistiqué et meurtrier depuis le soutien du Soudan, et avec des échanges avec les autres groupes armés), de la structuration de son commandement (avec la montée en puissance des jeunes commandants issus du *bush*), de ses alliances stratégiques (avec les gouvernements et autres groupes armés de la région), de ses modes de financement, de son internationalisation…

Sans doute faudrait-il revenir aux questions de base de la sociologie des organisations et de la mobilisation. Car la composition du groupe armé elle-même a évolué. Les anciens chefs de l'Uganda People's Democratic Army (UPDA), un groupe d'insurrection rallié à la LRA après sa reddition en juin 1988, ont construit son « professionnalisme » ou du moins son efficacité de terrain et façonné en partie son idéologie autour d'un nationalisme acholi. Certains parmi eux ont tenté, à la toute fin des années 1980, de séculariser le mouvement. Les changements d'appellation de la LRA témoignaient des tensions au sein du mouvement entre chefs spirituels et militaires. Le leadership originel de la LRA s'est considérablement transformé. Il a d'abord intégré peu à peu les gradés issus du *bush,* promus au fur et à mesure de leur expérience militaire et de leurs actes de « bravoure ». Mais l'on n'en sait guère plus sur les luttes

intestines de la LRA comme par exemple l'arrestation, au début des années 2000, de tous les *spirit mediums*, responsables des cultes de la LRA et leur rétrogradation au rang de simple soldat [54]. L'exécution sur ordre de Kony du numéro deux du mouvement, Vincent Otti, en octobre 2007, n'est qu'un épisode d'une régulation par la violence des fractionnements politiques et idéologiques au sein de la LRA. Son successeur, Okoth Odhiambo, aurait également été exécuté en avril 2008 avec huit autres commandants, suite à des conflits autour de l'accord de paix de Juba. Cette exécution rappelle celle de l'un de ses prédécesseurs, Otti Lagony, éliminé en 1999, quelques jours après avoir été rétrogradé suite à une querelle de leadership et des rumeurs selon lesquelles il projetait d'assassiner Kony [55]. Sam Kolo, l'ancien porte-parole de la LRA lors des pourparlers de 2004, a été menacé d'arrestation par Kony pour ses prises de position dissidentes, avant d'être évacué vers Gulu par l'armée, avec l'appui de l'équipe de médiation de paix. Kony a également ordonné l'assassinat de James Opoka, un ancien aide de camp de Kiiza Besigye, adversaire électoral de Museveni, devenu major dans la LRA et soupçonné de vouloir prendre le contrôle du mouvement [56]. On parle également d'une crise spirituelle qui aurait été, en partie, à l'origine des nombreuses défections de 2003-2004. Selon des témoignages concordants, Kony aurait perdu une partie de ses pouvoirs et donc de la légitimité de son leadership, ce qui aurait conduit à la mutinerie de plusieurs commandants [57].

Alors même que la recherche commence seulement à décrypter l'organisation interne du groupe armé, ses imaginaires politiques et ses références à la cosmologie acholi, son environnement, déjà, subit une nouvelle modification.

52. Le HSM d'Alice Lakwena, en effet, malgré l'adhésion qu'il a suscitée et sa progression militaire vers le Sud, a été vaincu par l'armée en 1987, un peu plus d'un an après sa constitution.
53. Comme la LRA, l'armée ougandaise ne doit pas être traitée comme un monolithe : si l'armée est plutôt radicale, le haut commandement est tout de même divisé face au conflit. La Quatrième division, basée à Gulu, accusée d'être une plate-forme d'enrichissement pour les officiers les plus gradés, a elle aussi évolué dans ses rapports à la population acholi. Mais surtout l'aventure extérieure soudanaise a induit de nouveaux rapports individuels entre militaires et combattants de la LRA – récemment, des soldats ont été accusés d'avoir vendu leurs armes à la LRA.
54. K. Titeca, « The spiritual order of the LRA », art. cit.
55. BBC News, « Ugandan rebel leader "kills deputy" », 7 janvier 2000. Selon la presse ougandaise, Lagony parlait de Kony comme un « commandant primitif se reposant constamment sur les esprits » et menaçait de faire sécession avant d'être assassiné par la LRA et remplacé par Vincent Otti. Voir *The New Vision* (Kampala), 2 novembre 1998.
56. F. Nyakairu et G. Matsiko, « Uganda : Kony kills his deputy », *The Monitor* (Kampala), 14 avril 2008.
57. Depuis quelques années, une rumeur veut que Kony ait lui-même « vu » mystiquement que la LRA périrait de luttes intestines.

Depuis 2005, en effet, alors qu'on la disait exsangue, la LRA a quitté l'Ouganda et s'est coupée des conditions politiques et sociales dans lesquelles elle s'était développée. Elle s'est redéployée depuis ses bases arrière sud-soudanaises vers le parc de la Garamba en RDC en septembre 2005. Certains éléments de la LRA auraient pris contact avec des groupes armés tchadiens et centrafricains. Tout au long de ces années, elle a poursuivi les enlèvements dans les pays voisins au point que certaines sources estiment que les combattants étrangers (notamment sud-soudanais) pourraient désormais constituer le gros de ses troupes [58]. Cette transnationalisation du groupe armé, ou plus exactement son déplacement à l'intérieur du système de conflit régional [59], pourrait conduire à une nouvelle phase de transformation de la LRA : celle de sa mercenarisation, précipitée paradoxalement par la menace judiciaire internationale pesant sur Kony.

L'analyse peine à suivre les transformations de la LRA et laisse s'accumuler les points aveugles. Or les lectures que l'on fait des groupes armés influent sur l'éventail des politiques de sortie de conflit ébauchées par les acteurs nationaux et internationaux. Elles élargissent ou réduisent les options de reclassement proposées aux chefs de ces groupes et à leurs combattants. Or, à l'évidence, la LRA a échoué sa phase d'internationalisation. Si au fil du temps, la circulation de l'information, l'ouverture d'une multitude de sites Internet de qualité consacrés à l'Ouganda et au conflit du Nord, le suivi des acteurs de terrain, la diffusion de travaux de recherche novateurs – via le double statut des chercheurs académiques-experts ou consultants notamment – ont permis une meilleure connaissance du groupe armé, la perception de ce dernier par les « décideurs » reste façonnée par ses actions immédiates. L'imprévisibilité de Kony, irritante pour les médiateurs lors des pourparlers de paix de Juba, l'impatience de bailleurs déjà rétifs à négocier avec des individus sous mandat d'arrêt international mais surtout l'exécution d'Otti en octobre 2007 et les attaques menées dans l'Est du Congo ont apporté de l'eau au moulin des analyses les plus radicalement hostiles au groupe armé. Sur le terrain, depuis septembre 2008, la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo et l'armée congolaise ont lancé une offensive contre la LRA, rejointe mi-décembre par des troupes ougandaises et sud-soudanaises. Les États-Unis ont imposé des sanctions contre elle et le procureur général de la CPI a réitéré ses appels pour une arrestation de Kony. L'intégration de combattants non acholi issus d'un contexte conflictuel distinct des dynamiques sociopolitiques du nord de l'Ouganda impose aujourd'hui de nous interroger sur la transformation de ses référents cosmologiques et spirituels, des imaginaires politiques et guerriers, de leur rapport à la violence et des représentations de

soi de la LRA vue du Soudan ou du Congo [60]. Des pans entiers de l'histoire et surtout du présent de la LRA restent donc à écrire. L'un des enjeux majeurs des prochaines années de recherche sera de regarder la LRA autrement, de la regarder d'ailleurs ■

Sandrine Perrot
Sciences Po, Ceri

58. Selon la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (Monuc), la LRA aurait enlevé près de 160 enfants dans l'Est du Congo (Province orientale) entre mi-septembre et début octobre 2008. Voir C. Houegniglo, « LRA elements commit grave human rights violations », Monuc, 10 octobre 2008, <www.monuc.org/News.aspx?newsId=18389> ; B. Among, « Uganda : LRA abducts 150 in Central African Republic », *The New Vision*, 29 mars 2008.
59. Voir R. Marchal, « Tchad/Darfour : vers un système de conflits », *Politique africaine*, n° 102, juin 2006, p. 135-154.
60. Voir les premiers résultats de M. Schomerus, *The Lord's Resistance Army in Sudan : A History and Overview*, Genève, Small Arms Survey, septembre 2007.